



**Délibération n° 2024 -47
Séance du 30 juillet 2024**

OBJET : Prescription de la révision générale du Plan Local d'Urbanisme de la commune de ROQUEFORT-DES-CORBIERES – Définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation préalable

Date de convocation : 24 juillet 2024

Date d'affichage de la convocation : 24 juillet 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le trente du mois de juillet à quatorze heures et trente minutes, se sont réunis dans le lieu ordinaire de leurs séances les membres du Conseil Municipal, sous la présidence de *Luc CASTAN, Maire*

Nombre de conseillers en exercice : 15

ALLALI Sandra, BENAUSSE Geneviève, BOULAIN Jackie, CASTAN Luc, FERRY Gérard, FOURNIER Jean-Paul, FOURNIER Jean-Pierre, GUIPET Christian, HURAUX Yves, MAVIT Olivier, PUJOLAS Stéphanie, ROMUALDO Audrey, THERON-CHET Marie-Christine, VERISSIMO Aude, VIE Pierre.

Nombre de conseillers présents : 11

Formant la majorité des membres en exercice.

Absent(s) excusé(s) : 4

Absent(s) non excusé(s) : 0

Procuration(s) : 4

Mme ALLALI SANDRA qui donne procuration à Mr Luc CASTAN

Mr HURAUX Yves qui donne procuration à Mr Jackie BOULAIN

Mr MAVIT Olivier qui donne procuration à Gérard FERRY

Mme ROMUALDO Audrey qui donne procuration à Mme VERISSIMO Aude

Secrétaire de séance : Gérard FERRY

Exposé du rapport :

Monsieur Le Maire rappelle le contexte du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 10 novembre 2005, les objectifs poursuivis par la révision de ce PLU et les modalités de la concertation préalable.

1- Rappel du contexte :

Le plan local d'urbanisme (PLU) est un document de planification stratégique et réglementaire exprimant sur le territoire de la commune, le projet de la collectivité locale en matière de développement économique et social, d'habitat, de services, de déplacement, d'environnement et d'urbanisme.

Le PLU de la commune de Roquefort-des-Corbières a été approuvé le 10 novembre 2005 et a permis de répondre aux ambitions communales tout en assurant une cohérence en matière d'aménagement à l'échelle du territoire. Garant d'un urbanisme rationnel pour les 20 prochaines années, le PLU a permis une meilleure appréhension des enjeux prégnants pour la commune à l'instar d'une croissance démographique en cohérence avec le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), d'une densification et d'un développement urbain rationnel et économe, d'un patrimoine culturel préservé et des espaces agricoles et naturels sanctuarisés.

Le même document a fait l'objet de plusieurs évolutions dont 3 révisions simplifiées, 3 modifications de droit commun et 3 modifications simplifiées. Ces procédures ont principalement conduit à des adaptations mineures du PLU sans altérer son projet d'aménagement et de développement durables (PADD). Au regard des conclusions du bilan d'application du PLU entérinées par délibération du conseil municipal en date du 30.07.2024 et d'un panorama législatif en constante évolution, il apparaît nécessaire de prescrire la révision générale du PLU de la commune de Roquefort-des-Corbières. En effet :

- Le PLU de la commune de Roquefort-des-Corbières régit l'urbanisme local depuis plus de 19 ans et il n'est plus à même de répondre aux ambitions locales en matière de développement urbain, économique et social ainsi qu'en termes de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers. Son horizon est arrivé à son terme et les délais inhérents à une révision générale intime à engager la procédure susvisée.
- Le PLU de la commune de Roquefort-des-Corbières n'est plus à même d'intégrer l'ensemble des nouvelles dispositions législatives et réglementaires émanant de lois structurantes. Ainsi, les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) doivent être instaurées pour accompagner le règlement en matière de planification urbaine. De plus, la lutte contre l'artificialisation des sols et la réduction de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers consacrés par la loi Climat et Résilience ne sont pas intégrés en l'état par le PLU.
- Le PLU de la commune de Roquefort-des-Corbières entretient un rapport juridique de compatibilité avec les documents supra-communaux. En l'espèce, le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) d'Occitanie est en cours de modification afin d'assurer la territorialisation des objectifs découlant de la loi « Climat et Résilience » tandis que le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Narbonnaise, approuvé le 28 janvier 2021, intègre déjà un objectif de réduction de 50 % de la consommation d'espaces par rapport à la période 2011-2021. Il semble alors judicieux d'anticiper la mise en compatibilité du PLU de la commune de Roquefort-des-Corbières à travers la prescription de sa révision générale.

2- Les objectifs poursuivis :

Conformément aux articles L. 153-11 et L. 153-33 du Code de l'urbanisme, la révision générale du PLU poursuit les objectifs énumérés ci-après :

- Fixer des objectifs chiffrés en termes d'apport démographique, de logements et d'activités compatibles avec le Schéma de Cohérence Territoriale de la Narbonnaise ;



- Mettre en compatibilité le PLU avec la loi Climat et Résilience, le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires d'Occitanie et le SCoT de la Narbonnaise ;
- Répondre au parcours résidentiel et favoriser l'accueil de nouvelle population ;
- Améliorer la qualité de l'offre en équipements publics ;
- Protéger les espaces naturels, agricoles et forestiers ;
- Maîtriser la consommation d'espaces ;
- Prioriser le développement au sein de l'enveloppe urbaine ;
- Poursuivre le travail de requalification de l'espace public et du réseau viaire interne ;
- Contribuer au développement d'un cadre de vie favorable et répondant aux besoins des habitants ;
- Préserver le patrimoine culturel de la commune ;
- Contribuer à la diversification des activités agricoles ;
- Réduire la vulnérabilité face aux risques naturels et des nuisances ;
- Mettre à jour les emplacements réservés ;
- Assurer un toilettage du règlement ;
- Accompagner les projets agricoles, dans le respect des enjeux environnementaux et paysagers ;

3- Les modalités de la concertation préalable :

Conformément aux articles L. 103-2 et L. 153-11 du Code de l'urbanisme, la présente procédure fera l'objet d'une concertation préalable associant, pendant toute la durée des études préalables jusqu'à l'arrêt du projet de PLU, les habitants, les associations et les autres personnes concernées. Les modalités sont les suivantes :

1) : Pour s'informer :

- Affichage de la présente délibération en mairie pendant toute la durée de la concertation ;
- Publication d'articles spécifiques dans le bulletin municipal et sur le site internet de la commune ;
- Mise à disposition du dossier de concertation, actualisé au fur et à mesure de l'avancement des études, en mairie aux jours et horaires d'ouvertures habituels ;

2) Pour échanger, débattre :

- Organisation de deux réunions publiques avec la population, annoncée par voie de presse, par voie d'affichage et par voie dématérialisée ;

3) Pour s'exprimer :

- Le public pourra faire connaître ses observations au fur et à mesure de la phase d'élaboration du projet en les consignant dans un registre de concertation prévue à cet effet en mairie ;
- Le public pourra faire connaître ses observations par mail à l'adresse suivante :
Revisiongeneraleplu-rdc@gmail.com

La présente concertation fera l'objet d'un bilan tiré par le conseil municipal de la commune de Roquefort-des-Corbières concomitamment à l'arrêt du projet de PLU.

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29, L. 2131-1 et L. 2131-2 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 103-2 à L. 103-6, L. 131-4, L. 131-5, L. 132-7, L. 132-9, L. 153-8, L. 153-11, L. 153-31 à L. 153-33, R. 153-1, R. 153-11, R. 153-20 et R. 153-21 ;

Vu la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain ;

Vu la loi n°2003-590 du 2 juillet 2003 « urbanisme et habitat » ;

Vu la loi n°2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement ;

Vu la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement dite loi « Grenelle I » ;

Vu la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite loi « Grenelle 2 » ;

Vu la loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche du 27 juillet 2010 ;

Vu la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt ;

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;

Vu la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;

Vu l'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 ;

Vu le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 et notamment son article 12 ;

Vu la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement de l'aménagement et du numérique ;

Vu la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;

Vu le plan local d'urbanisme (PLU) de Roquefort-des-Corbières approuvé le 10 novembre 2005 et ses évolutions intervenues depuis cette date ;

Vu l'analyse des résultats du bilan d'application du PLU portant sur l'opportunité de prescrire une révision générale dudit plan et ayant fait l'objet d'une délibération en date du 30 juillet 2024 ;

Considérant la nécessité de prescrire la révision du PLU afin de répondre d'une part à l'analyse des résultats du bilan d'application dudit plan et d'autre part aux évolutions législatives et réglementaires ;

Proposition de vote par le maire :

Il est proposé :

DE PRESCRIRE la révision générale du PLU ;

D'APPROUVER les objectifs poursuivis par la commune de Roquefort-des-Corbières à l'occasion de cette révision générale, tels qu'ils sont décrits par la présente ;

D'APPROUVER les modalités de la concertation préalable telles qu'elles sont décrites par la présente.

DE DIRE que la présente délibération sera notifiée aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du code de l'urbanisme.

DE DIRE que les personnes ou instances mentionnées à l'article L. 132-13 du Code de l'urbanisme seront consultées lorsqu'elles en feront la demande.

DE PRÉCISER que la présente délibération :

- Fera l'objet, conformément aux articles L. 2131-1, L. 2131-2 et R. 2131-1 du Code général des Collectivités Territoriales, d'une transmission au Préfet du département de l'Aude au titre du contrôle de légalité.

- Fera l'objet, conformément aux articles R. 153-20 à R. 153-21 du Code de l'urbanisme, d'un affichage dans la mairie de la commune de Roquefort-des-Corbières, et mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé sur le territoire de la commune.
- Fera l'objet, conformément à l'article R. 153-22 du Code de l'urbanisme, d'une publication sur le site « Géoportail de l'urbanisme ».

Entendu le rapport et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des suffrages exprimés par les membres présents et représentés :

15 voix POUR – 0 voix CONTRE – 0 ABSTENTION

DÉCIDE

PRESCRIT la révision générale du PLU ;

APPROUVE les objectifs poursuivis par la commune de Roquefort-des-Corbières à l'occasion de cette révision générale, tels qu'ils sont décrits par la présente ;

APPROUVE les modalités de la concertation préalable telles qu'elles sont décrites par la présente.

DIT que la présente délibération sera notifiée aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du code de l'urbanisme.

DIT que les personnes ou instances mentionnées à l'article L. 132-13 du Code de l'urbanisme seront consultées lorsqu'elles en feront la demande.

PRÉCISE que la présente délibération :

- Fera l'objet, conformément aux articles L. 2131-1, L. 2131-2 et R. 2131-1 du Code général des Collectivités Territoriales, d'une transmission au Préfet du département de l'Aude au titre du contrôle de légalité.
- Fera l'objet, conformément aux articles R. 153-20 à R. 153-21 du Code de l'urbanisme, d'un affichage dans la mairie de la commune de Roquefort-des-Corbières, et mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé sur le territoire de la commune.
- Fera l'objet, conformément à l'article R. 153-22 du Code de l'urbanisme, d'une publication sur le site « Géoportail de l'urbanisme ».

Le Maire est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et de signer tous les actes ou documents y afférant.

Envoyé en préfecture le 31/07/2024

Reçu en préfecture le 31/07/2024

Publié le

ID : 011-211103221-20240730-202447-DE



Fait et délibéré en séance

Le 30.07.2024

Affichée le : 31.07.2024

Publiée le : 31.07.2024

Transmise au Représentant de l'État le : 31.07.2024

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux devant son auteur dans les deux mois à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans les deux mois à compter de sa publication, ou de la date de rejet du recours gracieux (le silence de l'auteur de la décision durant un délai de deux mois valant rejet tacite de la demande). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérékurs citoyens » accessible par le site internet <http://telerecours.fr>

Secrétaire de séance

Gérard FERRY

Le Maire

CASTAN Luc

